

# Les GOPE (Grandes Orientations de Politique Économique) ou la feuille de route économique de Matignon

**Article initialement mis en ligne en juin 2014, dont l'analyse reste toujours d'actualité.**

[Les GOPÉ 2017 sont quant à elles accessibles en cliquant ici.](#)

C'est dans la plus grande discrétion que les « Grandes Orientations de Politique Économique » (GOPE) fixées par la Commission européenne aux 28 États membres de l'Union européenne pour 2014-2015 ont été publiées le 2 juin dernier [1].

Aucun média de grande diffusion ne s'en est fait l'écho de façon approfondie et sérieuse auprès de nos concitoyens, aucun des partis politiques ayant accès à ces médias non plus. Soit tout ce petit monde n'y connaît rien à rien – ce qui est hélas certain dans bien des cas – soit il a jugé beaucoup plus prudent de distraire l'attention des Français sur des sujets dérisoires et inoffensifs. Par exemple sur les règlements de compte familiaux ou maffieux qui déchirent l'UMP et le FN devant l'indifférence blasée des Français.

Pourtant, ces GOPÉ publiées à l'aube de la trêve estivale constituent ni plus ni moins que la feuille de route fixée à chaque État membre de l'Union européenne pour les 12 mois qui viennent, en vertu de l'article 121 du TFUE (traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) [2].

Il est donc du plus haut intérêt d'analyser quelles sont ces recommandations que les membres non élus de la Commission européenne - et dont 96,4% ne sont pas Français (27 commissaires sur 28) – ont décidées pour la France. Puisque ces « recommandations » vont constituer la politique économique de la République française mise sous tutelle, il est assurément beaucoup plus important d'en prendre connaissance que de s'enquérir des résultats de telle ou telle de nos élections pour rire.

La Commission évalue tout d'abord le programme présenté par le gouvernement, que ce soit le « programme national de réformes » ou le « programme de stabilité ».

L'objectif affiché par le gouvernement (qui lui est imposé par les traités européens) est de corriger en 2015 le déficit du budget de l'État. Car celui désormais prévu pour 2014 est une nouvelle fois très excessif par rapport aux normes européennes, comme il l'a été en 2013, en 2012, en 2011, en 2010, en 2009, en 2008, etc. Le couteau sous la gorge, le gouvernement français a donc promis-juré qu'il ramènerait cette fois-ci notre déficit budgétaire à -0,5 % du PIB... en 2017.

Pour que Paris atteigne cet objectif – dont nul n'ignore à Bercy qu'il est extrêmement ambitieux, sinon irréaliste -, la Commission européenne a indiqué en fronçant les sourcils que la « France doit déployer des efforts supplémentaires ». Bigre ! Mais quels sont ces efforts additionnels que demande la Commission [3] ?

Pour bien en saisir le sens et les conséquences, il faut se livrer à un exercice de traduction de la « novlangue » bruxelloise en bon français. Car chacune des formules du jargon bruxellois est porteuse de conséquences très concrètes pour nos compatriotes. Traduisons-les donc.

## 1- « Réduction des dépenses publiques »

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

*Traduction* : c'est ce que le gouvernement a annoncé avec son plan de 50 milliards d'économie [4]. C'est la fameuse contrepartie du « pacte de responsabilité » pour ne pas faire exploser le déficit. À ce pacte de responsabilité peu efficace [5] sur la compétitivité, il est désormais demandé d'ajouter une nouvelle réduction drastique des dépenses publiques.

Ce qu'il faut savoir - et que tous les économistes savent – c'est que pratiquer des coupes sombres dans les dépenses publiques lorsqu'un pays est déjà en période de stagnation économique est une politique qui ne peut mener qu'à la récession. Et c'est en outre contre-productif puisque la récession entraîne une baisse des recettes fiscales souvent supérieure aux économies réalisées par la réduction des dépenses. En d'autres termes, cela revient paradoxalement à creuser le déficit que l'on prétendait combler...

Il faut enfin savoir que l'histoire économique enseigne qu'il n'y a pas de baisse des dépenses publiques réussies sans dévaluation monétaire. Songeons aux exemples récents de l'Allemagne (dévaluation *de facto* avec l'adoption de l'euro, qui est sous-évalué pour la compétitivité allemande) et de la Suède. Autant dire que la baisse des dépenses publiques est impossible pour la France, du fait que l'euro est très surévalué par rapport à la compétitivité de l'économie française.

## 2- Redéfinir « la portée de l'action des pouvoirs publics »

*Traduction* : cela revient à accentuer les privatisations et la destruction de notre système de santé et de nos services publics auxquels les Français sont majoritairement attachés, quelle que soit leur couleur politique [6].

On a par ailleurs vu le succès de la privatisation des autoroutes qui rapportaient à l'État et coûtent désormais très cher aux Français...

## 3- Le texte va plus loin concernant le système de santé puisqu'il explique que « d'importantes économies à court terme ne peuvent être réalisées sans une réduction significative de l'augmentation des dépenses de sécurité sociale »

*Traduction* : il faut s'attendre à une baisse massive des remboursements de santé, puisque la branche maladie représente quasiment 50 % des dépenses de la Sécurité sociale [7], ainsi qu'à une privatisation rampante de la Sécurité sociale, via le recours croissant aux mutuelles privées, présentées comme solution à tous les problèmes.

Pour la branche vieillesse, il s'agit bien évidemment des retraites qui sont en ligne de mire. Après la hausse de l'âge de départ à la retraite, vient maintenant le gel du montant des pensions [8].

Pour les retraités, la perte de pouvoir d'achat c'est maintenant ! Le texte de la Commission européenne parle d'ailleurs explicitement de gel des retraites et d'autres pensions sociales, ce qui confirme une fois encore que le gouvernement ne fait qu'appliquer la politique de l'oligarchie euro-atlantiste.

Pour le chômage, le texte parle de « dégressivité des allocations » : cela augure d'une baisse plus importante et plus rapide des allocations dans le temps.

## 4- « Simplifier les différents échelons administratifs »

*Traduction* : voilà l'une des motivations avancées par les pouvoirs publics pour adopter une nouvelle loi de décentralisation.

Il faut pourtant noter qu'aucune des lois précédentes de décentralisation n'a apporté d'économies substantielles. Bien au contraire, les coûts des collectivités locales ont généralement eu tendance à exploser [9].

Cette injonction de réduction des échelons administratifs témoigne donc, non seulement que la République française n'existe plus comme État souverain et indépendant, mais aussi qu'en dépit de leur nom, les GOPÉ ont aussi des visées géopolitiques. Ce qu'elles visent, ce ne sont pas seulement des économies budgétaires, c'est

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~ aussi, et ni plus ni moins, que le démantèlement des grands États nations d'Europe, au premier rang desquels la France, avec des grandes régions qui traiteront directement avec Bruxelles [10].

En fidèle employé de l'oligarchie euro-atlantiste, François Hollande parle d'ailleurs lui-même de « régions à taille européenne » [11].

## **5- Dans le chapitre coût du travail, « il convient que le salaire minimum continue d'évoluer d'une manière propice à la compétitivité et à la création d'emploi »**

*Traduction* : il faut : a) arrêter les revalorisations du SMIC ; b) commencer à mettre en œuvre sa suppression.

Ne doutons pas que des campagnes de presse se préparent pour expliquer au bon peuple que le SMIC serait « un frein à la croissance » et que sa suppression permettrait de « libérer les énergies »...

## **6- « Une attention particulière devrait être accordée aux dispositions réglementaires du Code du travail ou aux règles comptables liées aux seuils spécifiques en matière d'effectifs, qui entravent la croissance des entreprises françaises »**

*Traduction* : tiens donc ! C'est exactement ce que « propose » François Rebsamen, le prétendu « ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social » du gouvernement.

Même si, selon la tactique d'enfumage habituelle, dite « des lieutenants », certains socialistes font mine de s'y opposer. [12] Opposition pour la galerie bien entendu.

## **7- « Accroître la souplesse des conditions de travail en cas de difficultés économiques provisoires »**

*Traduction* : il faut poursuivre la remise en cause de l'existence même des contrats de travail à durée indéterminée (CDI) et accroître la précarisation des contrats de travail.

## **8- « Une majorité reste confrontée à d'importantes barrières à l'entrée ou à l'exercice (par exemple les taxis, le secteur des soins de santé, les notaires et, plus généralement, les professions juridiques) »**

*Traduction* : il faut déréguler tous ces secteurs, déjà mis à mal par les traités européens.

Il faut noter que cette idée est un serpent de mer, qui a déjà été souligné par maints rapports antérieurs, notamment le fameux « rapport Attali » de la « Commission pour la libération de la croissance française ». Chargée par le président de la République de l'époque, Nicolas Sarkozy, de fournir des recommandations afin de « relancer la croissance économique » de la France, la Commission Attali avait rendu son rapport final le 23 janvier 2008 dans lequel on trouvait déjà ces prétendues solutions pratiquement mot pour mot.

## **9- « Les tarifs réglementés restent d'application pour les ménages et, en ce qui concerne l'électricité, ils sont fixés en dessous des niveaux de coûts et l'accès pour les autres fournisseurs est limité »**

*Traduction* : la hausse des tarifs et la privatisation d'EDF sont au programme.

La Commission européenne a d'ailleurs le culot de prendre l'Espagne comme modèle de pays qui a appliqué ces

## **10- « Dans le secteur ferroviaire, des barrières à l'entrée continuent d'entraver le bon fonctionnement du marché »**

*Traduction* : comme précédemment, c'est la privatisation de la SNCF et sa mise en concurrence forcée qui sont au programme du gouvernement.

## **Conclusion**

On l'aura compris, aucune de ces mesures visant prétendument à la réduction du déficit budgétaire et à la relance économique n'aura l'effet escompté.

Non seulement parce que vouloir baisser les dépenses publiques est une absurdité en période de stagnation économique, mais parce que ces mesures ne peuvent régler en rien le problème n°1 de compétitivité de la France : l'euro [13].

Les inspirateurs de ces mesures n'étant pas stupides, ils ne se font d'ailleurs sans doute aucune illusion sur leur inefficacité pour réduire le déficit budgétaire et relancer la croissance. Leurs objectifs ne sont pas là. Ce qui est en réalité visé, c'est à la fois de démanteler les États nations et de détruire tous les acquis sociaux obtenus par les peuples européens depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Pour la France, ce programme voulu par l'oligarchie passe par la suppression des départements et des communes, une décentralisation de plus en plus poussée, la mise en pièces de notre système social et la disparition de nos services publics.

**En bref, la disparition par étapes de la République française et la destruction complète du programme du Conseil national de la Résistance [14].**

**Tout cela résulte de la logique même de l'euro et de l'Union européenne. Il s'agit bel et bien d'une guerre livrée au peuple français et qui leur impose ce double anéantissement, qu'ils votent « à gauche » ou « à droite ».**

**À situation inédite, solution inédite. Si les Français veulent sortir victorieux de cette guerre, ils doivent se rassembler pour faire sortir au plus vite la France de l'UE et de l'euro, solution que l'Union Populaire Républicaine (UPR) est la seule à proposer. [15]**

[box style="1"]



Charles-Henri GALLOIS est le Responsable national du groupe de travail sur les questions économiques à l'UPR. Diplômé de l'EM Lyon il est cadre financier dans un grand groupe français.[/box]

### **[Charles-Henri GALLOIS](#)**

Responsable national de l'UPR en charge des questions économiques

[Follow @CH\\_Gallois](#)

//

**Les articles publiés par Charles-Henri GALLOIS :**

[Le lien entre l'euro et le taux de chômage](#)

[Le pacte de responsabilité – Une annonce en grande pompe pour des effets médiocres](#)

[Les artifices statistiques de la baisse du chômage : quand la boîte à outils présidentielle se transforme en bidouillage](#)

[Les divergences de compétitivité intra-zone euro et la folie d'un taux de change unique](#)

[Les conséquences économiques du Grand Marché Transatlantique \(TAFTA\)](#)

[/custom\_table]

## Références ce cet article

[1] [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-14-623\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-623_fr.htm)

[2] <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:12012E/TXT&from=EN>

[3] [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2014/csr2014\\_france\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/csr2014/csr2014_france_fr.pdf)

[4]

[http://www.lepoint.fr/economie/le-plan-de-manuel-valls-pour-reduire-les-depenses-de-50-milliards-29-04-2014-1817310\\_28.php](http://www.lepoint.fr/economie/le-plan-de-manuel-valls-pour-reduire-les-depenses-de-50-milliards-29-04-2014-1817310_28.php)

[5]

<https://www.upr.fr/actualite/france/pacte-responsabilite-annonce-en-grande-pompe-effets-mediocres-charles-henri-gallois>

[6] <http://www.entrepateurs.net/sites/default/files/actualites/dossier-presse-sondage-ipsos-fhf.pdf>

<http://www.20minutes.fr/france/349721-francais-attaches-services-publics>

[7] [http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/brochure\\_lfs2013\\_en\\_chiffres.pdf](http://www.securite-sociale.fr/IMG/pdf/brochure_lfs2013_en_chiffres.pdf)

[8]

<http://www.challenges.fr/emploi/20140428.CHA3149/marisol-touraine-evoque-un-geste-d-environ-1-000-euros-pour-les-petites-retraites.html>

[9]

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2013/10/14/20002-20131014ARTFIG00623-la-cour-des-comptes-epingle-les-depenses-des-collectivites-locales.php>

[10] <https://www.upr.fr/videos/conferences/euro-regions-allons-nous-laisser-detruire-les-nations>

[11]

[http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/06/02/la-france-a-14-regions-de-francois-hollande\\_4430721\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/06/02/la-france-a-14-regions-de-francois-hollande_4430721_823448.html)

[12]

<http://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0203544672759-cambadelis-tacle-rebsamen-sur-les-seuils-sociaux-1009814.php>

[13] <https://www.upr.fr/actualite/france/les-divergences-competitivite-intra-zone-euro-folie-dun-taux-change-unique>

[14] [http://fr.wikipedia.org/wiki/Programme\\_du\\_Conseil\\_national\\_de\\_la\\_R%C3%A9sistance](http://fr.wikipedia.org/wiki/Programme_du_Conseil_national_de_la_R%C3%A9sistance)

[15] <https://www.upr.fr/programme-politique>